



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_XIII_3.a)

VOLUME : VOL-2

CHAPTER : Chapter XIII. Economic Statistics

TITLE : 3.a)International Convention relating to Economic Statistics.
Geneva, 14 December 1928



UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

*International Conference relating
to Economic Statistics*

Geneva, 26 November - 14 December 1928

International Convention relating to Economic Statistics, amended by the
Protocol signed at Paris, 9 December 1948.



*Conférence internationale concer-
nant les statistiques économiques*

Genève, 26 novembre - 14 décembre 1928

Convention internationale concernant les statistiques économiques, amen-
dée par le Protocole signé à Paris, 9 décembre 1948.

Note: The underlined text indicates the amendments introduced by the Protocol signed
at Paris, 9 December 1948.

Note: Le texte souligné indique les amendements introduits par le Protocole signé à
Paris, 9 décembre 1948.

Lake Success, New York

1950

CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ECONOMIQUES

PREAMBULE

Le PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND; le PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; le PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG; SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ; le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE; SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE; le CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE; le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Reconnaissant qu'il est important de disposer de statistiques indiquant la situation et le mouvement économiques du monde dans son ensemble et dans les différents pays, et d'établir ces statistiques sur des bases permettant de les comparer;

Considérant que ce but ne saurait être mieux atteint que par une action simultanée et concertée, sous la forme d'une Convention internationale propre à assurer la préparation et la publication officielles de diverses catégories de statistiques économiques et l'adoption générale de méthodes uniformes pour l'élaboration de certains relevés statistiques;

Ont désigné comme leurs plénipotentiaires à cet effet:

Le Président du Reich allemand:

Le professeur Dr ERNST WAGEMANN, Président de l'Office de Statistique du Reich;

Le docteur HANS PLATZER, Directeur à l'Office de Statistique du Reich;

Le Président fédéral de la République d'Autriche:

M. Walter BREISKY, ancien Vice-Chancelier, Président de l'Office de Statistique;

Le docteur Emil Ferdinand ROTHE, Conseiller ministériel et Chef du Service de Statistique

INTERNATIONAL CONVENTION RELATING TO ECONOMIC STATISTICS

PREAMBLE

The PRESIDENT OF THE GERMAN REICH; the FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; the PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK; the PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC FOR THE FREE CITY OF DANZIG; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT; the GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC; the PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND; the PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; the PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; the PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS; the PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC; the PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN; the SWISS FEDERAL COUNCIL; the PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Recognising the importance of statistics being available to show the economic position and development in the world as a whole and in different countries on a comparable basis:

Considering that this object may best be achieved by resort to simultaneous and concerted action in the form of an international Convention, by which the official preparation and publication of various classes of economic statistics and the general adoption of uniform methods in the preparation of certain statistical returns may be assured;

Have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose:

The President of the German Reich:

Professor Dr. ERNST WAGEMANN, President of the Statistical Bureau of the Reich;

Dr. HANS PLATZER, Director, Statistical Bureau of the Reich;

The Federal President of the Austrian Republic:

M. Walter BREISKY, former Vice-Chancellor, Chairman of the Federal Bureau of Statistics;

Dr. Emil Ferdinand ROTHE, "Conseiller ministériel" and Head of the Office of Com-

commerciale au Ministère fédéral du Commerce et des Communications ;

Le docteur Rudolph RIEMER, Conseiller aulique à l'Office Fédéral de Statistique ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. A. JULIN, Secrétaire général au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale ;

Le Président des Etats-Unis du Brésil :

M. J. A. BARBOSA-CARNEIRO, Attaché commercial à l'Ambassade des Etats-Unis du Brésil à Londres ;

M. Antonio CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO, Chef de Section à la Direction générale de Statistique ;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

Sir Sydney CHAPMAN, K.C.B., C.B.E., principal Conseiller économique du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne ;

Pour l'Union Sud-Africaine :

Mr. Daniel J. DE VILLIERS, Attaché commercial pour l'Union Sud-Africaine en Europe ;

Pour l'Etat libre d'Irlande :

Mr. Sean LESTER, Représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations ;

Sa Majesté le Roi des Bulgares :

M. Dmitri MICHAYKOFF, Professeur à l'Université de Sofia, Président du Conseil supérieur de Statistique du Royaume, Député au Sobranié ;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. Adolph JENSEN, Directeur du Département de Statistique de l'Etat ;

Le Président de la République de Pologne :

Pour la Ville libre de Dantzig :

M. E. SZTURM DE SZTREM, Chef de Division à l'Office central de Statistique de Pologne ;

Le docteur Martin J. FUNK, Directeur de l'Office de Statistique de la Ville libre de Dantzig ;

Sa Majesté le Roi d'Egypte :

Mr. James I. CRAIG, Secrétaire financier au Ministère des Finances ;

Commercial Statistics in the Federal Ministry of Commerce and Communications ;

Dr. Rudolph RIEMER, "Conseiller aulique" in the Federal Bureau of Statistics ;

His Majesty the King of the Belgians :

M. A. JULIN, Secretary-General of the Ministry of Industry, Labour and Social Welfare ;

The President of the United States of Brazil :

M. J. A. BARBOSA-CARNEIRO, Commercial Attaché to the Embassy of the United States of Brazil in London ;

M. Antonio CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO, Head of Section at the General Bureau of Statistics ;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations ;

Sir Sydney CHAPMAN, K.C.B., C.B.E., Chief Economic Adviser to His Majesty's Government in Great Britain ;

For the Union of South Africa :

Mr. Daniel J. DE VILLIERS, Trade Commissioner for the Union of South Africa in Europe ;

For the Irish Free State :

Mr. Sean LESTER, Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations ;

His Majesty the King of the Bulgarians :

M. Dmitri MICHAYKOFF, Professor at the University of Sofia, Chairman of the General Council of Statistics, Member of the Sobranje ;

His Majesty the King of Denmark :

M. Adolph JENSEN, Director of the State Department of Statistics ;

The President of the Polish Republic :

For the Free City of Danzig :

M. E. SZTURM, DE SZTREM, Head of Division in the Central Bureau of Statistics of Poland ;

Dr. Martin J. FUNK, Director of the Office of Statistics of the Free City of Danzig ;

His Majesty the King of Egypt :

Mr. James I. CRAIG, Financial Secretary to the Ministry of Finance ;

Henein Bey HENEIN, Contrôleur du Département de Statistique et du Recensement ;

Le Gouvernement de la République d'Estonie :
M. Albert PULLERITS, Directeur du Bureau central de Statistique ;

Le Président de la République de Finlande :
Le docteur Rudolf HOLSTI, Délégué permanent auprès de la Société des Nations ; Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;
Le docteur Martti KOVERO, Directeur du Bureau central de Statistique ;
M. Werner LINDGREN, Directeur du Bureau de Statistique à la Direction générale des Douanes ;

Le Président de la République française :
M. HUBER, Directeur de la Statistique générale de la France ;
M. GAYON, Chef du Service de la Statistique commerciale à la Direction générale des Douanes ;

Le Président de la République hellénique :
M. D. BIKELAS, Chargé d'affaires à Berne ;

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie :
M. Jules DE KONKOLY-THEGE, Conseiller ministériel, Sous-Directeur de l'Office central de Statistique ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :
Le docteur Corrado GINI, Président de l'Institut central de Statistique du Royaume ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :
M. Nobumi ITO, Directeur-adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations, Conseiller d'ambassade ;

Le Président de la République de Lettonie :
M. Charles DUZMANS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg :
M. Charles VERMAIRE, Consul à Genève ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :
M. Gunnar JAHN, Directeur du Bureau central de Statistique ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :
Le professeur Dr H. W. METHORST, Directeur général du Bureau de Statistique ;
Le professeur Dr L. P. LE COSQUINO DE BUSSY, Directeur du Musée commercial de l'Institut colonial ;

Henein Bey HENEIN, Controller of the Department of Statistics and Census ;

The Government of the Estonian Republic :
M. Albert PULLERITS, Director of the Central Bureau of Statistics ;

The President of the Republic of Finland :
Dr. Rudolf HOLSTI, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ; Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;
Dr. Martti KOVERO, Director of the Central Bureau of Statistics ;
M. Werner LINDGREN, Director of the Bureau of Statistics in the General Customs Department ;

The President of the French Republic :
M. HUBER, Director of the General Statistical office of France ;
M. GAYON, Chief of the Trade Statistical Service of the General Customs Department ;

The President of the Hellenic Republic :
M. D. BIKELAS, Chargé d'affaires at Berne ;

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary :
M. Jules DE KONKOLY-THEGE, "Conseiller Ministériel", Assistant-Director of the Central Bureau of Statistics ;

His Majesty the King of Italy :
Dr. Corrado GINI, President of the Central Institute of Statistics ;

His Majesty the Emperor of Japan :
M. Nobumi ITO, Deputy Director of the Imperial Japanese Bureau for the League of Nations ; Counsellor of Embassy ;

The President of the Latvian Republic :
M. Charles DUZMANS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg :
M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva ;

His Majesty the King of Norway :
M. Gunnar JAHN, Director of the Central Bureau of Statistics ;

Her Majesty the Queen of the Netherlands :
Professor Dr. H. W. METHORST, Director-General of the Office of Statistics ;
Professor Dr. L. P. LE COSQUINO DE BUSSY, Director of the Commercial Museum of the Colonial Institute ;

Le Président de la République de Pologne:

M. E. SZTURM DE SZTREM, Chef de Division à l'Office central de Statistique;

Le Président de la République portugaise:

M. F. DE CALHEIROS E MENEZES, Chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations;

M. C. A. CHAMBICA DA FONSECA, Chef de Division à la Direction générale de Statistique au Ministère des Finances;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Constantin ANTONIADE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovénes:

M. Constantin FOTITCH, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Le docteur MAX BIRKOVITCH, Chef de Section à la Direction de la Statistique de l'Etat;

M. Lazare KOSTITCH, Professeur d'Université;

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. K. I. WESTMAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Conseil fédéral suisse:

M. W. STUCKI, Directeur de la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique;

Le docteur J. LORENZ, Privat-Dozent à Fribourg;

M. K. ACKLIN, Chef de la Section de Statistique commerciale à la Direction générale des Douanes;

Le Président de la République tchécoslovaque:

Le docteur J. MRÁZ, Conseiller ministériel à l'Office de Statistique;

Le docteur J. RYBA, Conseiller à l'Office de Statistique;

Le docteur HORÁČEK, Conseiller au Ministère du Commerce;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à établir et à publier, pour toutes les parties des territoires sous leur administration auxquelles s'applique la présente Convention, et aux divers intervalles convenus, les catégories de statistiques prévues à l'article 2 ci-dessous.

The President of the Polish Republic:

M. E. SZTURM DE SZTREM, Head of Division in the Central Bureau of Statistics;

The President of the Portuguese Republic:

M. F. DE CALHEIROS E MENEZES, Chief of the Portuguese Office accredited to the League of Nations;

M. C. A. CHAMBICA DA FONSECA, Chief of Division, General Department of Statistics of the Ministry of Finance;

His Majesty the King of Roumania:

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:

M. Constantin FOTITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

Dr. Max BIRKOVITCH, Chief of Section in the State Department of Statistics;

M. Lazare KOSTITCH, University Professor;

His Majesty the King of Sweden:

M. K. I. WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The Swiss Federal Council:

M. W. STUCKI, Head of the Commerce Division of the Federal Department of Public Economy;

Dr. J. LORENZ, Privatdozent at Fribourg;

M. K. ACKLIN, Chief of the Section of Commercial Statistics in the General Customs Department;

The President of the Czechoslovak Republic:

Dr. J. MRÁZ, "Conseiller ministériel" in the Statistical Office;

Dr. J. RYBA, Adviser in the Statistical Office;

Dr. HORÁČEK, Adviser in the Ministry of Commerce;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

ARTICLE 1

1. The High Contracting Parties undertake to compile and publish, in respect of every part of the territories under their administration to which the present Convention applies, the statistics mentioned in Article 2 below and at the intervals stated therein.

2. En ce qui concerne les statistiques prévues par la présente Convention, tout territoire ayant une organisation statistique spéciale peut être considéré pour les statistiques ainsi établies, comme formant une unité distincte. Dans les statistiques publiées conformément à la présente Convention, le territoire auquel elles s'appliquent devra être spécifié.

3. Les obligations définies dans la présente Convention sont subordonnées aux clauses d'interprétation et aux réserves qui figurent dans le Protocole annexé à la présente Convention, ainsi qu'aux réserves qui pourraient être ultérieurement admises en vertu des dispositions de l'article 17.

ARTICLE 2

Les catégories de statistiques visées à l'article précédent sont les suivantes :

I.—*Commerce extérieur*

a) Relevés annuels et mensuels de la quantité et de la valeur des importations et des exportations.

b) Relevés annuels et, si possible, trimestriels, ou de préférence mensuels, indiquant le tonnage net des navires de chaque nationalité employés dans le commerce extérieur, entrés dans les ports du pays ou sortis de ces ports.

II.—*Professions*

Relevés de la population par professions, établis et publiés au moins une fois par période décennale et se référant à la dernière année de la période décennale (c'est-à-dire à 1930, 1940, 1950, etc.) ou à une année aussi proche que possible de celle-ci.

III.—*Agriculture, élevage, sylviculture et pêche*

A) Recensement général de l'agriculture, effectué, si possible, une fois par période décennale, dans l'esprit des propositions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et, si possible, pour l'année proposée par celle-ci.

B) Relevés annuels indiquant :

1° La répartition des superficies cultivées entre les principales cultures, en spécifiant, si possible, et dans les cas où il y aurait intérêt à le faire, tant les superficies ensemencées ou plantées que les superficies où la récolte a été effectuée, et

2° Les quantités récoltées pour ces cultures.

C) Relevés périodiques, annuels si possible, du nombre de têtes pour les principales espèces du cheptel vif, en indiquant, si possible, le sexe et l'âge.

D) En ce qui concerne les pays pour lesquels la production des bois présente une importance économique, relevés périodiques des ressources

2. For the purposes of the statistics required by the present Convention, every territory possessing a separate statistical system for any class of statistics may be shown in such statistics as a separate unit. It shall be stated in all statistics published under the provisions of this Convention to what territories such statistics apply.

3. The obligations contained in the present Convention are subject to the interpretations and to the reservations which are set out in the Protocol to the present Convention and to the reservations which may be allowed hereafter under the provisions of Article 17 below.

ARTICLE 2

The classes of statistics referred to in the preceding article are the following:

I. *External Trade*

(a) Annual and monthly returns of the quantity and value of imports and exports;

(b) Annual, and if possible quarterly or preferably monthly, returns showing the net tonnage of vessels engaged in external trade entered at and cleared from the ports of the country concerned, according to their nationalities.

II. *Occupations*

Returns of the population according to occupations to be compiled and published at least once in each decade, and to relate to the closing year of the decade (that is to say, the years 1930, 1940, 1950 and so on), or to a year as near as possible to such closing year.

III. *Agriculture, Live-Stock, Forestry and Fisheries*

(A) General censuses of agriculture, to be taken if possible once in each decade, on the lines proposed and, if possible, for the year proposed by the Food and Agriculture Organization of the United Nations.

(B) Annual returns showing:

(1) The distribution of the cultivated area amongst the principal crops, stating if possible, in cases where such information is of importance, both the areas sown or planted and the areas harvested; and

(2) The quantities of such crops harvested.

(C) Periodical (if possible annual) returns of the numbers of the chief species of live-stock, showing sex and age where possible.

(D) In the case of countries to whose economy timber production is important, periodical returns of forest resources, showing forest area and, when-

forestières indiquant la superficie en forêts et, si possible, le cubage sur pied, la pousse annuelle et la coupe annuelle. Il y aurait lieu de distinguer, autant que possible, entre les différentes espèces de bois.

E) En ce qui concerne les pays pour lesquels la pêche constitue une branche importante et organisée de l'activité économique, relevés annuels donnant les renseignements suivants: 1° Quantités débarquées des produits des principales pêcheries maritimes et, si possible, des pêcheries intérieures; 2° nationalité des bateaux par lesquels ces produits sont débarqués; 3° nombre et catégories des bateaux nationaux employés à la pêche; 4° nombre des personnes occupées sur ces bateaux.

S'il est impossible de dresser des relevés complets, il y aura lieu d'indiquer approximativement dans quelle mesure ils sont incomplets.

IV.—Mines et métallurgie

Relevés (au moins annuels) des quantités produites de ceux des minéraux et des métaux ci-après, dont la production dans le pays présente une importance nationale:

1) Minéraux non métalliques:

Houille (charbon bitumineux ou anthracite), lignite et coke,
Pétrole et gaz naturel,
Nitrates,
Phosphates,
Minéraux potassiques,
Soufre.

2) Minéraux métalliques et métaux:

a) Minerais:

Fer,	Plomb,	Manganèse,
Cuivre,	Etain,	Nickel.
Aluminium,	Zinc,	

b) Production de fonderie (effective ou estimée):

Fer et acier,	Zinc,	Molybdène,
Cuivre,	Manganèse,	Bismuth,
Aluminium,	Nickel,	Argent,
Plomb,	Antimoine,	Or,
Etain,	Tungstène,	Platine.

V.—Industrie

A) Relevés statistiques, à intervalles réguliers et, si possible, au moins tous les dix ans:

a) Des établissements industriels ou tout au moins de ceux d'une certaine importance et

b) Si possible, des établissements commerciaux.

Ces statistiques pourront être établies, soit isolément, soit conjointement avec un recensement de la population ou avec un recensement de la production industrielle; elles mentionneront notamment:

ever possible, timber content; annual growth and annual cut; distinction to be made as far as possible according to the species of the timber.

(E) In the case of countries in which fisheries are an important and organised branch of economic activity, annual returns showing: (1) the products of the main sea fisheries landed and, if possible, of inland-water fisheries; (2) the nationalities of the boats by which such products are landed; (3) the numbers and classes of national boats engaged in fisheries; and (4) the number of persons employed on such boats.

Whenever it is not possible to render complete returns, an approximate indication of the extent to which such returns are defective shall be given.

IV. Mining and Metallurgy

Returns (at least annual) of the quantities produced of any of the minerals and metals mentioned below, the production of which in the country concerned is of national importance:

(1) Non-Metallic Minerals:

Coal (bituminous or anthracite), lignite and coke,
Petroleum and natural gas,
Nitrates,
Phosphates,
Potash minerals,
Sulphur.

(2) Metallic Minerals and Metals:

(a) Ores of the following:

Iron,	Lead,	Manganese,
Copper,	Tin,	Nickel.
Aluminium,	Zinc,	

(b) Smelter production (actual or estimated) of the following:

Iron and Steel,	Zinc,	Molybdenum,
Copper,	Manganese,	Bismuth,
Aluminium,	Nickel,	Silver,
Lead,	Antimony,	Gold,
Tin,	Tungsten,	Platinum.

V. Industry

(A) Statistical surveys at regular intervals, and if possible at least once in every ten years, of:

(a) Industrial establishments, including at least all such establishments of any considerable importance; and

(b) If possible, commercial establishments.

Such surveys may be carried out in connection with a census of population or with a census of industrial production or independently, and shall show, *inter alia*:

1° Pour ces établissements, le nombre des personnes de chaque sexe qui y sont employées et, si possible, leur répartition entre les diverses catégories professionnelles et entre les adultes et les jeunes gens, en indiquant la limite d'âge entre ces deux catégories.

Il sera également établi, si possible, une évaluation du nombre des personnes employées dans les établissements non recensés.

2° Pour les établissements industriels, la puissance nominale des moteurs primaires installés, en distinguant, si possible: i) les moteurs à vapeur; ii) les moteurs à explosion ou à combustion interne; iii) les moteurs hydrauliques, et la puissance nominale des moteurs électriques installés, en indiquant si l'énergie électrique est produite dans l'établissement ou provient du dehors. Dans chaque catégorie, il y aura lieu de distinguer, si possible, les moteurs normalement utilisés et les moteurs inutilisés ou en réserve.

B) Relevés de la production industrielle aussi complets qu'il sera possible à chaque pays de les fournir avec un degré suffisant d'exactitude.

C) Séries statistiques indiquant, pour des périodes régulières, si possible trimestrielles ou, de préférence, mensuelles, les variations de l'activité industrielle dans les branches les plus représentatives de la production, soit en chiffres absolus, soit en chiffres relatifs se rapportant à une période prise pour base des comparaisons.

VI.—Nombres-indices des prix

Nombres-indices:

a) Exprimant le mouvement général des prix de gros, établis et publiés mensuellement;

b) Exprimant le mouvement général du coût de la vie, établis et publiés au moins trimestriellement.

Les indices du coût de la vie pourront être calculés pour une seule ville ou pour quelques villes choisies parmi les plus représentatives et considérées séparément ou ensemble.

Chaque publication de nombres-indices devra contenir une référence à un bref exposé officiel indiquant les articles dont les prix ont servi au calcul de ces nombres-indices, ainsi que les méthodes employées.

Outre les indices, les prix de gros des principales marchandises devront, autant que possible, être publiés aux mêmes époques, en valeur absolue ou relative.

ARTICLE 3

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, afin de faciliter la comparaison des statistiques du commerce extérieur des différents pays, à adopter, pour l'établissement de cette catégorie de statistiques, les principes énoncés à la partie I de l'annexe I.

(1) With regard to such establishments, the number of persons of each sex employed therein; and, so far as possible, such persons according to categories of their employment and distinguishing adults from young persons, the age at which this distinction is made being stated.

An estimate shall also be made, if possible, of the numbers of persons employed in establishments which are not included in the surveys.

(2) In the case of industrial establishments, the nominal capacity of the prime movers (if any) installed, distinguishing, if possible, between (i) steam engines, (ii) internal-combustion engines, and (iii) hydraulic engines; and the nominal capacity of the electric motors installed (if any), indicating whether the electric energy is generated in the establishment or elsewhere. In each of the above-mentioned classes, prime movers and electric motors normally in use should, if possible, be shown separately from those idle or in reserve.

(B) Returns of industrial production, as comprehensive as it may be possible in the case of each country to furnish with a sufficient degree of accuracy.

(C) Statistical series in the form either of absolute figures or relative figures referring to a period taken as a basis of comparison, at regular intervals, if possible quarterly or preferably monthly, showing the variations of the industrial activity of the most representative branches of production.

VI. Index Numbers of Prices

Index numbers:

(a) Showing the general movement of wholesale prices, to be compiled and published monthly, and

(b) Showing the general movement of the cost of living, to be compiled and published at least quarterly.

The cost-of-living indices may be based on data relating to a single town or to several towns selected as being representative and taken either separately or collectively.

Each statement of index numbers mentioned above shall contain a reference to a short official publication showing the items the prices of which have been used, and the methods employed in the calculation of the indices.

In addition to the indices mentioned above, the wholesale prices, in absolute or relative form, of the principal individual commodities shall, so far as practicable, be published for the same periods.

ARTICLE 3

The High Contracting Parties, in order to facilitate comparison of the statistics of external trade of different countries, undertake to adopt for the purpose of the compilation of this class of statistics the principles set out in Annex I, Part I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, dans la mesure où les moyens d'investigation dont elles disposent le leur permettent, à dresser, à titre d'essai, les tableaux statistiques spécifiés à la partie III de l'annexe I.

ARTICLE 4

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes énoncés à l'annexe II, en ce qui concerne l'établissement des statistiques des pêcheries et conviennent de les appliquer autant que possible dans leurs statistiques respectives.

ARTICLE 5

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'annexe III, destinée à servir autant que possible de base en vue de l'établissement des statistiques de la production des minéraux et métaux visés à l'article 2 (IV) dans le cas où la production dans le pays desdits minéraux et métaux est considérée comme présentant une importance nationale, et conviennent d'adopter les mêmes principes dans le cas où elles établiraient des statistiques de la production d'autres minéraux et métaux.

ARTICLE 6

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'annexe IV, jointe à la Convention à titre de programme-type d'un recensement de la production industrielle, et conviennent d'examiner la possibilité d'adopter ceux de ces principes qui seraient applicables lorsqu'elles envisageront un recensement complet ou partiel du type indiqué dans ladite annexe.

ARTICLE 7

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'annexe V, jointe à la Convention à titre d'exemple, en vue de l'établissement d'indices de l'activité industrielle, et conviennent d'examiner la possibilité d'adopter ceux de ces principes qui seraient applicables lorsqu'elles envisageront l'établissement, sur une large base, d'indices de l'activité industrielle.

ARTICLE 8

En dehors des fonctions spéciales qui lui sont confiées en vertu des dispositions de la présente Convention et des instruments annexés, le Conseil économique et social pourra formuler tous avis qui lui paraîtront utiles en vue d'améliorer ou de développer les principes et arrangements stipulés dans la Convention au sujet des catégories de statistiques qui y sont envisagées. Il pourra également émettre des avis concernant d'autres catégories de statistiques d'un caractère analogue dont il semblera souhaitable et possible d'assurer l'uniformité internationale. Il examinera

The High Contracting Parties further undertake, as far as the means of investigation at their disposal permit, to prepare, for the purposes of experiment, the statistical tables specified in Annex I, Part III.

ARTICLE 4

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles set out in Annex II for the compilation of fishery statistics, and agree to apply them as far as possible in their respective fishery statistics.

ARTICLE 5

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex III for use, so far as practicable, as a basis for their statistics of the production of the minerals and metals referred to in Article 2—IV, whenever the production of such minerals and metals in the country concerned is considered to be of national importance, and agree, in the event of their compiling statistics of the production of other minerals and metals, to do so on similar lines.

ARTICLE 6

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex IV, which is attached as a model scheme of census of industrial production, and agree to consider the question of giving effect to such of them as may be applicable when it becomes possible to contemplate a complete or partial census of the type indicated in that Annex.

ARTICLE 7

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex V, which is attached as an illustration of a scheme for the compilation of indices of industrial activity, and agree to consider the question of giving effect to such of them as may be applicable when it becomes possible to contemplate the preparation of indices of industrial activity on a comprehensive scale.

ARTICLE 8

In addition to the particular functions which are entrusted to the Economic and Social Council under the provisions of the present Convention and the instruments annexed thereto, the Council may make any suggestions which appear to be useful, for the purpose of improving or amplifying the principles and arrangements laid down in the Convention concerning the classes of statistics dealt with therein. It may also make suggestions in regard to other classes of statistics of a similar character in respect of which it appears desirable and practicable to secure international

toutes les suggestions visant les mêmes fins qui pourront lui être soumises par le Gouvernement de l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

Le Conseil économique et social est prié, si, à un moment quelconque, la moitié au moins des Parties à la présente Convention en exprime le désir, de convoquer une conférence en vue de réviser et, s'il y a lieu, d'élargir la présente Convention.

ARTICLE 9

Les Hautes Parties contractantes conviennent que leurs services de statistiques échangeront directement les relevés statistiques, établis et publiés par eux conformément aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 10

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les Parties, soit par la voie d'un autre moyen de règlement amiable, les Parties pourront, d'un commun accord, soumettre le différend, aux fins d'amiable composition au Conseil économique et social.

Dans ce cas, le Conseil pourra inviter les Parties à lui soumettre, oralement ou par écrit, leurs observations et formulera un avis consultatif au sujet du point en litige.

ARTICLE 11

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou tous territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent; dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification un an après la réception de cette notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration du délai de cinq ans mentionné à l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de

uniformity. It shall examine all suggestions to the same end which may be submitted to it by the Governments of any of the High Contracting Parties.

The Economic and Social Council is requested, if at any time a desire to that effect is expressed by not less than half of the Parties to the present Convention, to convoke a conference for the revision and, if it seems desirable, the amplification of the present Convention.

ARTICLE 9

The High Contracting Parties undertake that their respective statistical services shall exchange with each other the statistical returns compiled and published by them in accordance with the provisions of the present Convention.

ARTICLE 10

Should a dispute arise between two or more High Contracting Parties as to the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and should such dispute not be settled either directly between the parties or by the employment of other means of reaching agreement, the parties may, by mutual consent, submit the dispute, with a view to an amicable settlement, to the Economic and Social Council.

In such circumstances, the Council may request the parties to submit their observations either orally or in writing and shall give an advisory opinion on the question at issue.

ARTICLE 11

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or all Trust Territories for which he acts as Administering Authority, and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the United Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice one year after its receipt by the Secretary-General of the United Nations.

Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the five years' period mentioned in Article 16, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply

la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, ou tous territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration, six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura fait parvenir un exemplaire de la présente Convention, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

ARTICLE 12

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au trente septembre mil neuf cent vingt-neuf, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre représenté à la Conférence de Genève ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de ladite Convention.

La présente Convention sera ratifiée. A compter de l'entrée en vigueur du Protocole signé à Paris en vue de modifier la présente Convention, les instruments de ratification seront adressés au Secrétaire général des Nations Unies, qui en notifiera la réception à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats non Membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention.

ARTICLE 13

A compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole signé à Paris en vue de modifier la présente Convention, il pourra être adhéré à la présente Convention, au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de tout Etat non membre auquel le Conseil économique et social déciderait de communiquer officiellement la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront adressés au Secrétaire général des Nations Unies qui en notifiera la réception à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats non membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention.

ARTICLE 14

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, de ratifications ou adhésions, au nom d'au moins

to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or all Trust Territories for which he acts as Administering Authority, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration six months after its receipt by the Secretary-General of the United Nations

The Secretary-General of the United Nations shall communicate to all the Members of the United Nations and to non-member States to which he has communicated a copy of this Convention all declarations and notices received in virtue of this Article.

ARTICLE 12

The present Convention, of which French and English texts shall both be authentic, shall bear this day's date; it may, until the thirtieth day of September, nineteen hundred and twenty-nine, be signed on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference of Geneva or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

The present Convention shall be ratified. As from the date of entry into force of the Protocol signed at Paris to amend this Convention, the instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, who shall notify their receipt to all Members of the United Nations and to non-member States to which he has communicated a copy of this Convention.

ARTICLE 13

From the date of entry into force of the Protocol signed at Paris to amend this Convention, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the United Nations or any non-member State to which the Economic and Social Council may decide to communicate officially the present Convention.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, who shall notify their receipt to all Members of the United Nations and to non-member States to which he has communicated a copy of this Convention.

ARTICLE 14

The present Convention shall come into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of not less

dix Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

ARTICLE 15

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la Convention, conformément à l'article 14, produira ses effets quatre-vingt-dix jours après la date de sa réception par le Secrétaire général des Nations Unies.

ARTICLE 16

Après l'expiration d'un délai de cinq ans, à dater de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, la présente Convention pourra être dénoncée par écrit, l'instrument de dénonciation étant déposé entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies. La dénonciation prendra effet six mois après qu'elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne le Membre de l'Organisation des Nations Unies ou l'Etat non membre au nom duquel l'instrument a été déposé.

Le Secrétaire général notifiera la dénonciation à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres et Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies liés par les dispositions de la présente Convention, est réduit à un nombre inférieur à dix, la Convention cessera d'être en vigueur.

ARTICLE 17

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter les réserves apportées à l'application de la présente Convention, telles qu'elles sont formulées dans le Protocole annexé à la Convention et à l'égard des pays qui y sont nommément désignés.

Les Gouvernements des pays qui sont disposés à adhérer à la Convention en vertu de l'article 13, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, pourront informer de leur intention, le Secrétaire général des Nations Unies. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves à toutes les Parties à la présente Convention en leur demandant si elles ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois à dater de ladite communication, aucun pays n'a présenté d'objection, la réserve en question sera considérée comme acceptée.

ARTICLE 18

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations, à la date de son entrée en vigueur.

than ten Members of the League of Nations or non-member States.

ARTICLE 15

Ratifications or accessions received after the entry into force of the Convention in accordance with Article 14 shall take effect as from the ninetieth day following the date of their receipt by the Secretary-General of the United Nations.

ARTICLE 16

After the expiration of five years from the coming into force of the present Convention in accordance with Article 14, it may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall take effect six months after its receipt by the Secretary-General and shall operate only as regards the Member of the United Nations or non-member State on whose behalf it has been deposited.

The Secretary-General shall notify all Members of the United Nations and non-member States to which he has communicated a copy of this Convention of any denunciations received.

If, as the result of simultaneous or successive denunciations, the number of Members of the United Nations and non-member States bound by the present Convention is reduced to less than ten, the Convention shall cease to be in force.

ARTICLE 17

The High Contracting Parties agree to accept the reservations to the application of the present Convention which are set forth in the Protocol to this Convention and in respect of the countries therein named.

The Governments of countries which are ready to accede to the Convention under Article 13, but desire to be allowed to make any reservations with regard to the application of the Convention, may inform the Secretary-General of the United Nations to this effect, who shall forthwith communicate such reservations to all Parties to the present Convention and inquire whether they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received the reservations shall be deemed to have been accepted.

ARTICLE 18

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the day of its entry into force.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le quatorze décembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres, mentionnés à l'article 12.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva, this fourteenth day of December, nineteen hundred and twenty-eight, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 12.

ALLEMAGNE

WAGEMANN
Dr PLATZER

GERMANY

AUTRICHE

W. BREISKY
Dr ROTHE
RIEMER

AUSTRIA

BELGIQUE

BELGIUM

Conformément à l'article 11 de la Convention, la Délégation belge, au nom de son Gouvernement, déclare ne pouvoir accepter, en ce qui concerne la colonie du Congo belge, les obligations qui découlent des clauses de la présente Convention¹.

A. JULIN

ETATS-UNIS DU BRESIL

UNITED STATES OF BRAZIL

J. A. BARBOSA-CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any of His Britannic Majesty's colonies, protectorates, or territories under suzerainty or mandate.²

S. J. CHAPMAN

UNION SUD-AFRICAINE

UNION OF SOUTH AFRICA

DAN. J. DE VILLIERS

ETAT LIBRE D'IRLANDE

IRISH FREE STATE

Sean LESTER

BULGARIE

BULGARIA

D. MICHAYKOFF

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations. Translations by the Secretariat of the League of Nations.

¹In pursuance of Article 11 of the Convention, the Belgian Delegation declares on behalf of its Government that it cannot accept, in regard to the Colonies of the Belgian Congo, the obligations arising out of the clauses of the present Convention.

²Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté Britannique.

DANEMARK

DENMARK

Conformément à l'article 11, le Groënland est excepté des dispositions de la présente Convention.

En outre, le Gouvernement danois, en acceptant la convention, n'assume aucune obligation en ce qui concerne les statistiques relatives aux Iles Féroé¹.

Adolph JENSEN

VILLE LIBRE DE DANTZIG

FREE CITY OF DANZIG

E. SZTURM DE SZTREM
Dr Martin. J. FUNK

EGYPTE

EGYPT

James I. CRAIG
Henein G. HENEIN

ESTONIE

ESTONIA

ad referendum
Albert PULLERITS

FINLANDE

FINLAND

Rudolf HOLSTI
Martti KOVERO
Werner LINDGREN

FRANCE

FRANCE

Au moment de signer la présente Convention, la France déclare que, par son acceptation, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats et territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat².

M. HUBER
GAYON

GRECE

GREECE

D. BIKELAS
ad referendum

HONGRIE

HUNGARY

Jules DE KONKOLY-THÉGE

ITALIE

ITALY

Corrado GINI

JAPON

JAPAN

ITO

LETTONIE

LATVIA

ad referendum Charles DUZMANS

LUXEMBOURG

LUXEMBURG

Ch. G. VERMAIRE

NORVEGE

NORWAY

Gunnar JAHN

Translations by the Secretariat of the League of Nations.

¹In pursuance of Article 11, Greenland is excepted from the provisions of this Convention. Furthermore, the Danish Government, in accepting the Convention, does not assume any obligation in respect of statistics concerning the Faroe Islands.

²On signing the present Convention, France declares that by its acceptance it does not intend to assume any obligation in regard to any of its colonies, protectorates and territories under its suzerainty or mandate.

PAYS-BAS	H. W. METHORST L. P. DE BUSSY	THE NETHERLANDS
POLOGNE	E. SZTUM DE SZTREM	POLAND
PORTUGAL	F. DE CALHEIROS E MENEZES Casimiro Antonio CHAMBICA DA FONSECA	PORTUGAL
ROUMANIE	C. ANTONIADE	ROUMANIA
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES	Const. FOTITCH Dr Max BIRKOVITCH Lazare M. KOSTITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
SUEDE	K. I. WESTMAN	SWEDEN
SUISSE	W. STUCKI J. LORENZ K. ACKLIN	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Dr. Jos MRÁZ Dr Josef RYBA Cyril HORÁČEK	CZECHOSLOVAKIA

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of the Protocol amending the International Convention relating to Economic Statistics signed at Geneva on 14 December 1928, done at Paris on 9 December 1948, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Palitha T. B. Kohona', written over a diagonal line.

Palitha T. B. Kohona

CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais, chinois, espagnol, français et russe du Protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques signée à Genève le 14 décembre 1928, fait à Paris le 9 décembre 1948, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques

United Nations
New York, October 2005

Organisation des Nations Unies
New York, octobre 2005

Certified true copy XIII.3 a)
Copie certifiée conforme XIII.3 (a)
Octobre 2005